

Vu le protocole du 18 décembre 1991 portant les conclusions des négociations en réunion commune du 9 décembre 1991 du Comité de secteur X et de la sous-section "Communauté flamande" de la section 2 du Comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu l'accord du Ministre communautaire des Finances et du Budget, donné le 14 novembre 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir sans délai un régime adapté aux besoins de l'enseignement artistique à temps partiel, orientations d'études musique, arts de la parole et danse, en vue de l'organisation de l'année scolaire 1991-1992;

Sur la proposition du Ministre communautaire de l'Enseignement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1er. Les dispositions de l'article 33, 5° et 7°, et de l'article 36 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 31 juillet 1990 organisant l'enseignement artistique à temps partiel, orientations d'études musique, arts de la parole et danse, modifié par l'arrêté de l'Exécutif flamand du 31 juillet 1991, sont abrogées.

Art. 2. Dans l'article 34 de l'arrêté précité de l'Exécutif flamand du 31 juillet 1990, les mots "le délégué du Ministre communautaire de l'Enseignement" sont supprimés.

Art. 3. Dans les annexes visées à l'article 39, § 2, de l'arrêté précité de l'Exécutif flamand du 31 juillet 1990, les mots "le délégué de la Communauté" sont remplacés par les mots "le titulaire".

Art. 4. § 1er. Dans l'article 57, § 1er, 2°, de l'arrêté précité de l'Exécutif flamand du 31 juillet 1990, les mots "la norme de rationalisation simple est d'application" sont remplacés par les mots "pour l'application de l'article 51, uniquement la distance jusqu'aux établissements centraux est d'application, et 250 % de la norme de rationalisation doivent être atteints, sauf si la filiale est située dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale. Dans ce cas, 125 % de la norme de rationalisation doivent être atteints."

§ 2. La norme définie au § 1er, 2°, doit être atteinte avant de pouvoir procéder à la transformation d'un établissement central en filiale."

Art. 5. A l'article 57, § 2, de l'arrêté précité de l'Exécutif flamand du 31 juillet 1990, les mots "Les normes prévues au § 1er doivent être atteintes" sont remplacés par les mots "La norme de 300 % prévue au § 1er doit être atteinte".

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1991.

Art. 7. Le Ministre communautaire de l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 décembre 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Enseignement,
D. COENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 92 — 602

19 JUILLET 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté ministériel du 23 mars 1970 fixant les conditions d'octroi par le Fonds national de reclassement social des handicapés, d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales supportées par les ateliers protégés

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, notamment l'article 3, 12°;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, notamment l'article 85, alinéa 2, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1965;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 1970 fixant les conditions d'octroi par le Fonds national de reclassement social des handicapés, d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales supportées par les ateliers protégés, notamment l'article 4, § 1er, modifié par l'arrêté ministériel du 26 juillet 1977;

Vu l'avis du conseil de gestion du Fonds national de reclassement social des handicapés;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 juin 1991;

Vu l'accord du Ministre chargé du budget, donné le 9 juillet 1991;
 Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 18 juin 1989 et 4 juillet 1989;
 Vu l'urgence;
 Considérant qu'il est impératif que les dispositions faisant l'objet du présent arrêté entrent en vigueur sans délai, afin d'assurer aux ateliers protégés la continuité des interventions qui sont indispensables à leur fonctionnement;
 Sur la proposition de Notre Ministre ayant la politique des handicapés dans ses attributions;
 Vu la délibération de l'Exécutif du 15 juillet 1991;

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'arrêté ministériel du 23 mars 1979 fixant les conditions d'octroi par le Fonds national de reclassement social des handicapés, d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales supportées par les ateliers protégés, modifié par l'arrêté ministériel du 26 juillet 1977, le montant de « 65 p.c. » est remplacé par « 70 p.c. ».

Art. 2. A l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, les montants de « 70 p.c. » et « 67,5 p.c. » sont remplacés respectivement par « 75 p.c. » et « 72,5 p.c. ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1991 et cesse d'avoir vigueur le 1^{er} janvier 1992.

Art. 4. Notre Ministre ayant la politique des handicapés dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juillet 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

Le Ministre-Président de l'Exécutif,

V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 92 — 662

19 JULI 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 maart 1970 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Rijksfonds voor sociaal reclassering van de minder-validen een tegemoetkoming verleent in het loon en de sociale lasten die door de beschutte werkplaatsen worden gedragen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen op artikel 3, 12°;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, inzonderheid op artikel 85, lid 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1965;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 maart 1970 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen een tegemoetkoming verleent in het loon en de sociale lasten die door de beschutte werkplaatsen worden gedragen, inzonderheid op artikel 4, § 1, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 26 juli 1977;

Gelet op het advies van de raad van beheer van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 juni 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister belast met de begroting, gegeven op 9 juli 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd de wetten van 9 augustus 1980, 18 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het absoluut noodzakelijk is dat de bepalingen van dit besluit zonder verwijl in werking treden met het oog op de continuïteit van de tegemoetkomingen aan de beschutte werkplaatsen, die onontbeerlijk zijn voor hun werking;

Op de voordracht van Onze Minister tot wiens bevoegdheid het gehandicaptenbeleid behoort;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 15 juli 1991 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 4, § 1, lid 1 van het ministerieel besluit van 23 maart 1970 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen een tegemoetkoming verleent in het loon en de sociale lasten, die door de beschutte werkplaatsen worden gedragen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 26 juli 1977, wordt het bedrag van « 65 pct. » vervangen door « 70 pct. ».

Art. 2. In artikel 4, § 1, Lid 2 worden de bedragen van « 70 pct. » en « 67,5 pct. » vervangen door respectievelijk « 75 pct. » en « 72,5 pct. ».

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1991 en heeft geen werking meer op 1 januari 1992.

Art. 4. Onze Minister tot wiens bevoegdheid het gehandicaptenbeleid behoort is belast met de uitvoering van dit besluit,
Brussel, 19 juli 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
F. GUILLAUME
De Minister-Voorzitter van de Executieve,
V. FEAUX

F. 92 — 663

19 JUILLET 1991

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté ministériel du 17 janvier 1978 fixant les critères d'octroi des subsides à l'entretien des ateliers protégés

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, notamment l'article 23, alinéa 2;
Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, notamment l'article 80, alinéa 3;

Vu l'arrêté ministériel du 17 janvier 1978 fixant les critères d'octroi des subsides à l'entretien des ateliers protégés, notamment l'article 2, modifié par l'arrêté ministériel du 4 août 1981 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 octobre 1990;

Vu l'avis du conseil de gestion du Fonds national de reclassement social des handicapés;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 juin 1991;

Vu l'accord du Ministre chargé du budget, donné le 9 juillet 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif que les dispositions faisant l'objet du présent arrêté entrent en vigueur sans délai, afin d'assurer aux ateliers protégés la continuité des interventions qui sont indispensables à leur fonctionnement;

Sur la proposition de Notre Ministre ayant la politique des handicapés dans ses attributions;

Vu la délibération de l'Exécutif du 15 juillet 1991,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 17 janvier 1978 fixant les critères d'octroi des subsides à l'entretien des ateliers protégés, modifié par l'arrêté ministériel du 4 août 1981 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 octobre 1990, le montant de « 10,53 F » est remplacé par « 13 F ».

Art. 2. A l'article 2, § 3, alinéa 2, les montants de « 5,26 F » et « 10,53 F » sont remplacés par « 6,50 F » et « 13 F ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1991 et cesse d'avoir vigueur le 1^{er} janvier 1992.

Art. 4. Notre Ministre ayant la politique des handicapés dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juillet 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

Le Ministre-Président de l'Exécutif,

V. FEAUX

VERTALING

N. 92 — 663

19 JULI 1991. -- Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het ministerieel besluit van 17 januari 1978 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der toelagen voor onderhoud van de beschutte werkplaatsen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen op artikel 80, lid 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, inzonderheid op artikel 80, lid 3;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 januari 1978 tot vaststelling van de criteria van toekenning der toelagen voor onderhoud van de beschutte werkplaatsen, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 4 augustus 1981 en bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1990;

Gelet op het advies van de raad van beheer van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 juni 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister belast met de begroting, gegeven op 9 juli 1991;